



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N° 2024-023-COM-GF

Objet : Réalisation du bilan d'activité du Conseil d'État et des prestations associées

Service acheteur : Conseil d'État – Direction de l'information et de la communication

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales.....	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Allotissement	5
1.3 Définition des tranches	5
1.4 Modalités de passation	5
1.5 Forme et montants du marché	6
1.6 Lieu d'exécution des prestations	6
1.7 Durée de l'accord-cadre	6
1.8 Représentation des parties.....	6
1.9 Réalisation de prestations similaires	6
1.10 Sous-traitance	6
2. Pièces contractuelles	7
3. Obligations des parties	8
3.1 Obligations du titulaire	8
3.2 Protection des données à caractère personnel	8
3.3 Obligation pour le titulaire de communiquer son BEGES	9
4. Forme des informations adressées au titulaire.....	9
5. Prix, variation du prix.....	10
5.1 Nature des prix	10
5.2 Contenu des prix	10
5.3 Variation du prix	10
5.4 Clause de sauvegarde	11
5.5 Clauses de réexamen	11
6. Avance	12
7. Déclenchement et délais d'exécution des prestations.....	12
7.1 Déclenchement des prestations	12
7.2 Délais d'exécution des prestations	12

8. Contenu des prestations et livrables	13
8.1 Prestation technique 1 : Conception éditoriale et rédaction du bilan annuel d'activité	13
8.1.1 Les objectifs attendus du bilan d'activité	13
8.1.2 Construction de la structure et du chemin de fer du bilan	14
8.1.3 La rédaction	14
8.1.4 Enrichissements.....	15
8.2 Prestation technique 2 : Création graphique et mise en page du bilan.....	15
8.2.1 Définition de la maquette	15
8.2.2. Mise en page des contenus du bilan d'activité	16
8.3 Prestation technique 3 : Mise en page de la version anglaise du bilan d'activité	16
8.4 Prestation technique 4 : Déclinaisons numériques du bilan d'activité.....	16
8.5 Prestation technique 5 : Élaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives	17
8.6 Livrables	18
9. Pénalités de retard.....	18
10. Vérification et réception des prestations	19
11. Utilisation des résultats	20
12. Confidentialité, discrétion, secret professionnel.....	21
13. Modalités de paiement.....	22
13.1 Règlement des prestations.....	22
13.2 Présentation des demandes de paiement	22
13.3 Délai de paiement	24
13.4 Intérêts moratoires	24
13.5 Cession ou nantissement de créances	24
14. Résiliation.....	24
14.1 Résiliation pour faute du titulaire	24
14.2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire	24
14.3 Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement	

conjoint.....	25
14.4 Autre cas d'arrêt de l'exécution des prestations	25
14.5 Résiliation pour non-respect de la clause de sauvegarde.....	25
15. Assurances et autres pièces à produire.....	25
16. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire	25
16.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	25
16.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution	26
17. Différends et litiges	26
18. Dérogations au CCAG applicable	27

1. Objet du marché, dispositions générales

- Contexte :

Le Conseil d'État s'est engagé dans une politique volontariste d'explication et de pédagogie sur ses missions et son activité. Il a mis en œuvre toute une série d'outils adaptés à ses différents publics, dont le bilan d'activité est un pivot central.

Cette publication annuelle participe de la responsabilité qui incombe au Conseil d'État, et à la juridiction administrative dans son ensemble, comme aux autres grandes institutions de rendre compte de son activité et de faire comprendre son rôle dans la démocratie et l'État de droit et son utilité dans la vie des citoyens et des justiciables.

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation du bilan d'activité du Conseil d'État et des prestations associées.

La réalisation du bilan annuel se décompose en prestations techniques distinctes au sens de l'article 20 du CCAG-PI :

- Prestation technique 1 – Conception éditoriale et rédaction du bilan d'activité
- Prestation technique 2 – Création graphique et mise en page du bilan d'activité
- Prestation technique 3 – Mise en page de la version anglaise du bilan d'activité
- Prestation technique 4 – Déclinaisons numériques du bilan d'activité
- Prestation technique 5 – Élaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives

Ces prestations techniques correspondent pour chacune à l'exécution du marché par bon de commande. Dès lors, l'exécution de chacune des prestations techniques est déterminée par l'émission du bon de commande de référence, lesdits bons de commande pouvant s'exécuter concomitamment.

Le contenu des prestations et livrables est décrit à l'article 8 du présent CCP.

1.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti. En effet, un découpage en lots serait de nature à rendre l'exécution des prestations techniquement difficile.

1.3 Définition des tranches

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches.

1.4 Modalités de passation

Le marché est conclu selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application de l'article R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le marché relève des codes CPV suivants :

79822500 – Services de conception graphique

92312211-3 Services d'agence de rédaction

1.5 Forme et montants du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commande selon les dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum est de 150 000€ HT par période d'exécution d'une année de l'accord-cadre.

1.6 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché seront exécutées :

- Dans les locaux de la personne publique (1 Place du Palais-Royal – 75001 PARIS)
- Dans les locaux du titulaire du marché.

1.7 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il pourra faire l'objet de trois (3) reconductions tacites, pour une période de douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse être supérieure à quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à cette reconduction.

L'acheteur peut décider que l'accord-cadre ne sera pas reconduit. La non-reconduction fait l'objet d'une décision expresse de l'acheteur notifiée au plus tard deux mois avant la fin de la période en cours. En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours et ne peut prétendre à aucune indemnité.

1.8 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), dès la notification du marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché. Ils notifient cette désignation respectivement au pouvoir adjudicateur et au titulaire du marché.

Dans l'attente de cette désignation et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.9 Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.10 Sous-traitance

Il est fait application des dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-8 du code de la commande publique.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses cinq annexes :
 - Annexe 1 au CCP : exemple de bilan annuel d'activité du CE 2023,
 - Annexe 2 au CCP : exemple de bilan annuel d'activité du CE 2024,
 - Annexe 3 au CCP : exemple de fiche annuelle d'activité d'une autre juridiction administrative 2024,
 - Annexe 4 au CCP : RGPD,
 - Annexe 5 au CCP : Document type données.
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Tous les éléments constituant l'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande établis par le représentant de l'acheteur ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance dûment acceptés par le représentant de l'acheteur.

Le titulaire est réputé avoir pleine connaissance du code de la commande publique, du CCAG-PI et de l'ensemble des normes encadrant l'exercice de son activité.

Toute information contraire aux pièces particulières et générales citées qui seraient contenues dans l'offre du titulaire est réputée nulle et non avenue.

Seuls les documents conservés au sein des archives de l'administration font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives du marché, est réputée nulle et non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Dans le cadre de l'exécution du marché, tous les documents, documentations et livrables, y compris les factures, tous les courriers, toutes les réunions, sont rédigés et se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur exigera que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original, et ce, aux frais du titulaire.

3. Obligations des parties

3.1 Obligations du titulaire

Il appartient au titulaire de demander au référent technique la communication de toute information ou document qu'il estime nécessaire à l'exercice de sa mission. Le référent technique s'engage à les lui communiquer dans les meilleurs délais.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat en ce qui concerne l'exécution matérielle de ses prestations (les livrables) et à une obligation de moyens en ce qui concerne leur contenu intellectuel.

Le titulaire doit aussi satisfaire aux obligations suivantes :

- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

3.2 Protection des données à caractère personnel

Respect du règlement européen de protection des données à caractère personnel (RGPD)

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Par conséquent, il est dérogé à l'article 5.2.3 du CCAG-PI rendu caduc par application de la réglementation suscitée.

Autorisation écrite préalable générale relative au règlement européen de protection des données à caractère personnelle (RGPD)

Le pouvoir adjudicateur autorise le titulaire du présent marché à faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel.

Ces activités de traitement sous-traitées doivent être clairement indiquées dans la déclaration de sous-traitance (DC4) soumise à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition du pouvoir adjudicateur à la sous-traitance de ces activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

Modifications de la sous-traitance dans le cadre de l'autorisation écrite préalable générale

Le titulaire du marché informe le pouvoir adjudicateur de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au pouvoir adjudicateur la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Le titulaire doit satisfaire aux obligations énoncées dans les deux annexes au CCP, portant sur le RGPD et le document type relatif aux caractéristiques des données personnelles à protéger.

3.3 Obligation pour le titulaire de communiquer son BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre. Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

En cas de manquement, les pénalités prévues à l'article 9.1.5 du présent CCAP sont applicables.

4. Forme des informations adressées au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté ;
- échanges dématérialisés ou supports électroniques ;
- tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

5. Prix, variation du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.1 Nature des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réglés à prix unitaires par application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement (Bordereau des prix unitaires).

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'article 5.5.1 du présent CCP prévoit une clause de réexamen permettant le chiffrage de prestations hors bordereau des prix unitaires et sur devis.

5.2 Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations telles que visées à l'article 10.1.3 du CCAG-PI.

5.3 Variation du prix

Les prix sont fermes lors de la première année d'exécution du marché. Ils seront révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché.

Ils sont établis sur la base des conditions économiques **du mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire, dit mois zéro (M_0)**.

La révision est effectuée par application aux prix HT par la formule suivante :

$P_n = P_0 \times (I_n / I_0)$

Formule dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_0 = prix contractuel du dernier exercice

I_n = dernière valeur publiée de l'indice de l'année en cours lors de révision

I_0 = dernière valeur publiée de l'indice du mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est : **Syntec**, publié sur le site <http://www.syntec.fr>.

Le titulaire s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, par mail, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité. Il doit également indiquer dans sa proposition :

- La formule de révision
- La valeur des indices utilisés
- Les nouveaux tarifs applicables (BPU)

5.4 Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où les prix du marché subiraient une augmentation annuelle de plus de 4 % à la suite de la révision susvisée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans indemnité.

5.5 Clauses de réexamen

5.5.1 Clause de chiffrage de prestations sur devis

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est prévue et destinée à permettre, le cas échéant, le chiffrage sur devis de prestations complémentaires ponctuelles non décrites dans les référentiels tarifaires visés à l'article 5.1.

Ainsi, et sans que ces prestations puissent remettre en question l'économie de l'accord-cadre ou avoir d'incidence financière sur le montant maximum de celui-ci, il est prévu que pour des besoins complémentaires relevant de l'objet de l'accord-cadre formulés par le représentant de l'acheteur et pour lesquels ne figurent cependant pas de prix unitaires spécifiques dans les référentiels tarifaires contractuels, les prestations complémentaires pourront être commandées sur simple devis établi par le titulaire sollicité et dûment accepté par le représentant de l'acheteur, et ce sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces de l'accord-cadre par voie d'avenant.

5.5.2 Evolution des prix en cas d'imprévision

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce sens qu'il impacte la tarification des prestations prévues audit accord-cadre, les parties à l'accord-cadre peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix. Le titulaire est alors tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la réalisation des prestations prévues dans leur niveau de qualité ou de prix.

Dans cette hypothèse, la mise en œuvre de cette clause d'évolution des prix est assurée par l'acheteur par simple courrier et ce, sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces de l'accord-cadre. Cette clause d'évolution des prix, du fait de son caractère intermédiaire, s'intercale et ne remet pas en cause le cadencement des révisions prévu à l'article 5.3 du présent CCAP.

5.5.3 Modification d'indice(s) de révision des prix

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen est prévue pour que des modifications puissent être apportées à l'accord-cadre, et ce sans qu'il soit nécessaire de modifier les pièces de l'accord-cadre par voie d'avenant en cas de modification d'indice(s) de révision prévu(s) à l'article 5.3 du présent CCAP.

Ainsi, en cas d'arrêt d'un indice de révision par l'INSEE et proposition par l'INSEE de remplacement par un nouvel indice avec, le cas échéant, application d'un coefficient de raccordement, il sera fait application de ce nouvel indice et, le cas échéant, de ce coefficient de raccordement ; à défaut, l'acheteur modifiera la clause de variation des prix en proposant au titulaire un nouvel indice et ses modalités d'utilisation qui devront être dûment acceptés par écrit par ledit titulaire.

5.5.4 Modification du montant maximum de l'accord-cadre

Lorsque 90% du montant annuel maximum du présent accord-cadre est atteint, le titulaire en informe l'acheteur. Dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 15% du montant maximum annuel initial. En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet un projet d'avenant au titulaire pour signature. Le montant maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

6. Avance

Sauf renoncement du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance de 20% sera accordée, en application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-11 du même code. Le taux de l'avance sera porté à 30% si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, conformément à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

7. Déclenchement et délais d'exécution des prestations

7.1 Déclenchement des prestations

Les prestations relevant de l'accord cadre sont déclenchées, autant de fois que de besoin, par la notification de bons de commande au titulaire.

7.2 Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations objet du présent accord-cadre sont indiqués dans chaque bon de commande.

A titre informatif, les délais de réalisation des prestations sont les suivants :

- Prestation technique 1 – Conception éditoriale et rédaction du bilan d'activité : 4 mois
- Prestation technique 2 – Création graphique et mise en page et relecture du bilan d'activité : 1 mois
- Prestation technique 3 – Mise en page de la version anglaise du bilan d'activité : 15 jours
- Prestation technique 4 – Déclinaisons numériques du bilan d'activité : 1 mois
- Prestation technique 5 – Élaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives : 1 mois

A titre informatif, les étapes des différentes prestations objets du présent accord-cadre sont les suivantes :

Prestation technique 1 – Conception éditoriale et rédaction du bilan d'activité

- Récupération de la matière pour l'élaboration du bilan d'activité du Conseil d'État (BA) : dès la notification du marché pour la première année puis novembre pour les années suivantes
- Élaboration du sommaire du BA : décembre et janvier
- Rédaction du BA avec SR intégré : janvier-février-mars et avril

Prestation technique 2 – Création graphique et mise en page et relecture du bilan d'activité

- Mise en page du BA : mars-avril
- Mise en page de la version anglaise : août-septembre

Prestation technique 4 – Déclinaisons numériques du bilan d'activité

- Elaboration des déclinaisons numériques : mai-juin

Prestation technique 5 – Elaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives

- Récupération de la matière pour les fiches annuelles d'activité des autres juridictions : février
- Mise en page des fiches : mars
- BAT et livraison des documents pdf et fichiers sources : mars

8. Contenu des prestations et livrables

Chacune des prestations techniques détaillées ci-après sera réalisée sous forme de suivi de projet. Un seul chef de projet dédié sera le point d'entrée pour la Dircom du Conseil d'État.

Ce chef de projet sera en capacité de gérer des projets éditoriaux de vulgarisation et de rédaction sur des sujets complexes (technique, scientifique ou juridique – exemples à l'appui) et d'accompagner des institutions sur des problématiques de communication comme celles posées ici.

Il est attendu du chef de projet une expertise technique importante. Ce dernier a la charge du suivi de l'intégralité du projet jusqu'à sa réalisation et assure un rôle actif de conseil pour chacune des prestations détaillées ci-après.

8.1 Prestation technique 1 : Conception éditoriale et rédaction du bilan annuel d'activité

Tout au long du processus, le chef de projet assurera la coordination éditoriale et le secrétariat de rédaction.

8.1.1 Les objectifs attendus du bilan d'activité

Depuis 2020, le Conseil d'État a renouvelé la formule éditoriale de son bilan d'activité. Le choix a été fait d'axer ce bilan sur l'apport de l'institution dans la vie des citoyens, en mettant en lumière les décisions et avis ayant une conséquence concrète dans le quotidien de tous.

Ce choix s'est accompagné d'un parti-pris de vulgarisation, qui se matérialise par :

- une écriture journalistique, dynamique et accessible à tous, lisible par un expert comme un non sachant,
- un focus sur l'effet concret de la décision ou de l'avis, « preuve » de l'utilité de l'institution,
- l'explicitation du cheminement du juge ou du conseil juridique,
- des recontextualisations pour mieux saisir la problématique sociétale, sectorielle ou juridique dans laquelle s'insère la décision ou l'avis du Conseil d'État (chiffres clés ou statistiques, encarts pédagogiques, infographies...).

Pour son bilan d'activité, le Conseil d'État souhaite poursuivre cette démarche en renforçant encore la preuve de son ancrage dans la société d'aujourd'hui, de son rôle dans la démocratie et dans l'État de droit.

8.1.2 Construction de la structure et du chemin de fer du bilan

Le chef de projet devra proposer une structure générale du bilan ainsi que le détail des différentes parties du bilan (chemin de fer) et des différents contenus. La définition précise du chemin de fer se fera en collaboration entre la Dircom et le chef de projet, notamment sur la sélection des décisions et avis qui figureront dans le bilan. La validation du chemin de fer finalisé sera effectuée par le pouvoir adjudicateur, sur proposition du chef de projet.

A titre informatif, la structure du bilan précédant était composée de 4 parties :

- Une interview du vice-président,
- Une double-page rétrospective de l'année,
- Une partie principale sur l'actualité du Conseil d'État, découpée en grandes thématiques (Environnement, Éducation, Laïcité, Sécurité, Énergie, Logement, Associations, Pluralisme des médias...) et présentant, pour chacune, les décisions de justice, avis consultatifs, études, importants de l'année écoulée,
- Une partie « Coulisses » présentant, en photos, des moments clés de l'année.

8.1.3 La rédaction

Une fois le chemin de fer défini et avant le lancement de la phase de rédaction, des échanges auront lieu pour acter les angles et messages clés pour les différents articles et parties, entre le chef de projet et la Dircom.

Il est attendu du titulaire la rédaction précise des articles, transmise au fil de l'eau, partie par partie.

Il sera mis à la disposition du chef de projet la matière « brute » (décisions de justice, avis consultatifs, études...).

Le chef de projet fera une proposition rédactionnelle pour chacun des articles au pouvoir adjudicateur. Cette proposition rédactionnelle fera l'objet d'une validation expresse de la Dircom.

Le chef de projet disposera d'un maximum de 3 allers-retours avec la Dircom pour proposer un article définitif. Si, en dépit de ces nombreux échanges, la qualité de l'article présenté par le titulaire n'est toujours pas satisfaisante, une pénalité sera appliquée telle que définie à l'article 9 du présent CCP.

Le titulaire s'engage à vérifier l'exactitude des informations et données dans les textes transmis au Conseil d'Etat et à fournir des contenus ne comportant aucune erreur factuelle, en particulier concernant les contenus experts et juridiques.

> Style rédactionnel et anglage

La rédaction du bilan d'activité devra :

- prendre le parti de la vulgarisation / médiation scientifique,
- faire comprendre la logique et le cheminement du juge ou du conseiller juridique, ainsi que le contexte juridique et social dans lequel il rend sa décision ou son avis,
- faire écho avec le quotidien des citoyens, les sujets de société et l'actualité,
- mettre en exergue la conséquence concrète des décisions ou avis dans le quotidien.

Le style devra être dynamique, identique tout au long du bilan, se rapprochant d'un style journalistique et évitant un style trop institutionnel.

Le bilan devra être rédigé dans un excellent français d'un point de vue sémantique, syntaxique et grammatical, compréhensible du plus grand nombre mais pertinent pour un public expert.

> Communication égalitaire

Le prestataire veillera à adopter une communication égalitaire féminin/masculin et s'appuiera sur notre guide dédié.

8.1.4 Enrichissements

En complément du texte, des éléments visuels et graphiques seront proposés par le titulaire pour permettre la contextualisation et à la meilleure compréhension des décisions, avis, études, sélectionnés. Ces éléments permettront par exemple de mettre en perspective et de faire le lien avec le quotidien vécu, les questions de société, les débats actuels, les grands concepts juridiques ou de la République, le cadre législatif et réglementaire en vigueur...

> Schémas / infographies / chiffres clés

Des chiffres de contextualisation, petites infographies ou illustrations seront élaborés tout au long du bilan pour enrichir ou figurer les articles et les messages développés à l'écrit.

> Choix des photos

Le choix des photos pour illustrer la diversité des thématiques traitées dans le bilan sera un point important pour le faire vivre.

Si l'appel à une banque d'images est nécessaire, il reviendra au titulaire de procéder aux recherches nécessaires et de proposer des photos pertinentes au pouvoir adjudicateur. Des shootings photos réalisés par le titulaire seront possibles.

Pour les photos spécifiques du Conseil d'État, la Dircom pourra fournir des photographies issues de sa photothèque et pouvant être utilisées dans une publication à destination du public.

Le recours à la réalisation d'illustrations photographiques par l'usage d'une IA générative n'est pas envisagé.

8.2 Prestation technique 2 : Création graphique et mise en page du bilan

8.2.1 Définition de la maquette

La maquette devra demeurer sobre et élégante afin d'affirmer le sérieux de l'institution mais elle devra également montrer sa proximité et sa modernité.

La structuration textes/photos/enrichissements devra être dynamique, équilibrée, harmonieuse, permettre une bonne identification des différentes parties du bilan pour accompagner le lecteur dans la découverte des contenus au fil des pages.

La juridiction administrative est actuellement en cours d'élaboration d'une charte graphique. Des éléments de celle-ci seront repris dans le bilan d'activité.

Le chef de projet fera une proposition de maquette à l'intention de la Dircom. Cette proposition fera l'objet d'une validation expresse de la Dircom.

Le chef de projet disposera d'un maximum de 3 allers-retours avec la Dircom pour aboutir à la maquette définitive. Si, en dépit de ces nombreux échanges, la qualité des propositions de maquette présentées par le titulaire n'est toujours pas satisfaisante, une pénalité sera appliquée telle que définie à l'article 9.1.3 du présent CCP.

Dès lors que la maquette de la première année d'exécution est validée, le pouvoir adjudicateur pourra ne commander pour les années suivantes qu'une évolution légère de celle-ci.

8.2.2. Mise en page des contenus du bilan d'activité

Cette mise en page débutera dès que les premiers contenus textes/photos/enrichissements seront validés afin d'avoir une vision progressive de la construction du bilan et de procéder à des validations au fil de l'eau. Si besoin, selon les contenus (texte, photos, enrichissements), la maquette sera adaptée.

Le pdf réalisé pour mise en ligne respectera les règles issues du Référentiel général d'accessibilité des administrations (RGAA) dans sa version en vigueur lors de la mise en page.

> Couverture

Là encore, en plus de sa réalisation, le titulaire sera force de proposition, pour trouver un concept de couverture représentatif de l'angle choisi pour le bilan et des valeurs de l'institution.

> Ortho-typographie

Avant BAT, une relecture finale sera assurée par un correcteur/relecteur professionnel, dans le respect des règles en vigueur à l'Imprimerie nationale.

8.3 Prestation technique 3 : Mise en page de la version anglaise du bilan d'activité

Une fois le bilan d'activité réalisé et mis en page, le Conseil d'État livrera au titulaire le texte du bilan d'activité traduit en anglais versé dans la maquette du fichier source du bilan préalablement transmise après BAT au titulaire. Il reviendra au titulaire de faire les ajustements de mise en page nécessaires sur ce fichier source complété, pour disposer d'une version pour mise en ligne et impression.

Le pdf réalisé pour mise en ligne respectera les règles issues du Référentiel général d'accessibilité des administrations (RGAA) dans sa version en vigueur lors de la mise en page.

8.4 Prestation technique 4 : Déclinaisons numériques du bilan d'activité

Aujourd'hui, le bilan d'activité est :

- mis en ligne en pdf et chapitré en HTML sur notre site internet :

<https://www.conseil-etat.fr/publications-colloques/rapports-d-activite/bilan-d-activite-2024>

- diffusé par des posts spécifiques conçus sur nos 4 réseaux sociaux (LinkedIn, X, Bluesky, Instagram).

Cette promotion du bilan d'activité sur les réseaux sociaux du Conseil d'État se caractérise aujourd'hui par :

- des posts « perlés » qui reprennent des contenus du bilan d'activité,
- une approche différenciée selon le réseau social (LinkedIn, X/Bluesky, Instagram) dans le choix des sujets, comme les traitements graphiques et éditoriaux.

En 2023, par exemple, ont été publiés : des formats « articles » par grande thématique sur LinkedIn, des animations vidéos simples par thématique sur X, une sélection de décisions et avis phares en carrousel sur Instagram.

La Dircom tient à ce que cette approche différenciée, d'un point de vue éditorial comme graphique, soit poursuivie voire renforcée. Un travail éditorial, des illustrations spécifiques, des traitements graphiques seront ainsi à prévoir. Il sera attendu du titulaire une stratégie de promotion du bilan sur les réseaux sociaux.

Chacun des post peut être simple, intermédiaire ou complexe, selon le sujet et le réseau social concerné :

- Post simple : adaptation d'un visuel existant dans le bilan, avec ou sans texte (simple) au format du réseau social
- Post intermédiaire : adaptation d'un visuel existant dans le bilan avec un travail éditorial au format du réseau social
- Post complexe : création d'un visuel dédié avec un travail éditorial au format du réseau social

8.5 Prestation technique 5 : Élaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives

Une fiche « bilan » annuel d'activité en recto-verso sera réalisée pour chacun des 42 tribunaux administratifs, des 9 cours administratives d'appel, de la Cour nationale du droit d'asile et du Tribunal du stationnement payant (53 juridictions). Elles sont composées à ce jour d'un texte (éditorial du président, de la présidente de la juridiction) et des chiffres clés de l'année de la juridiction.

Sur proposition du titulaire, un principe de maquette sera proposé pour ces fiches, validé par le pouvoir adjudicateur. Les contenus seront fournis pour chaque juridiction.

Dès lors que la maquette de la première année d'exécution est validée, le pouvoir adjudicateur pourra ne commander pour les années suivantes qu'une évolution légère de celle-ci.

La juridiction administration est actuellement en cours d'élaboration d'une charte graphique. Des éléments de celle-ci seront repris dans les fiches annuelles d'activité.

Les pdfs réalisés pour mise en ligne respecteront les règles issues du Référentiel général d'accessibilité des administrations (RGAA) dans sa version en vigueur lors de la mise en page.

Avant BAT, une relecture finale sera assurée par un correcteur/relecteur professionnel, dans le respect des règles en vigueur à l'Imprimerie nationale.

8.6 Livrables

Les livrables associés à chacune des Prestations techniques sont les suivants :

- Prestation technique 1 – Conception éditoriale et rédaction du bilan d'activité : bilan rédigé en format word
- Prestation technique 2 – Création graphique et mise en page du bilan : bilan mis en page (Fichiers sources + format bon pour impression + format pdf pour mise en ligne après signature du BAT – bon à tirer)
- Prestation technique 3 – Mise en page de la version anglaise du bilan : bilan mis en page (Fichiers sources + format bon pour impression + format pdf pour mise en ligne après signature du BAT – bon à tirer)
- Prestation technique 4 – Déclinaisons numériques du bilan d'activité : livraison de l'intégralité des déclinaisons (format word pour les textes, formats image ou vidéo)
- Prestation technique 5 – Élaboration des fiches annuelles d'activité des autres juridictions administratives : intégralité des fiches mises en page (Fichiers sources + format bon pour impression + format pdf pour mise en ligne après signature du BAT – bon à tirer)

9. Pénalités de retard

En cas de manquements à ses obligations contractuelles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités de retard. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de défaillance du titulaire ne résultant pas d'un cas de force majeure, tout manquement, défaut ou non-respect des obligations contractuelles constaté entraîne l'application des pénalités suivantes sans mise en demeure préalable et sur simple constat du représentant de l'acheteur. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG susvisé, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

9.1.1 Pénalité pour retard dans la production et la remise du bilan d'activité du conseil d'Etat ou toute prestation associée

En cas de retard constaté, le cas échéant, par le représentant de l'acheteur dans la production et la remise du bilan d'activité du conseil d'Etat ou de toute prestation associée, une pénalité de 250,00 € (deux-cent-cinquante euros) TTC par jour ouvré de retard constaté, sera appliquée au titulaire.

9.1.2 Pénalité pour non-respect du rétroplanning d'exécution des prestations ou du délai fixé sur le bon de commande

En cas de non-respect du rétroplanning remis par le titulaire et sur la base duquel il s'est engagé à réaliser les prestations, ou du délai fixé sur le bon de commande, une pénalité de 50,00 € (cinquante euros) TTC par jour ouvré de retard constaté dès le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sera appliquée au titulaire.

9.1.3 Pénalité pour non-respect du nombre d'allers-retours de certaines prestations

En cas de non-respect du nombre par le titulaire d'allers-retours maximum fixés pour les différentes prestations (trois) et sur la base duquel il s'est engagé à réaliser, une pénalité de 50,00 € (cinquante euros) TTC par aller-retour nécessaire pour finaliser la prestation, sera appliquée au titulaire.

9.1.4 Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Conformément aux dispositions prévues à l'article L.8222-1 du Code du travail, le titulaire doit s'acquitter des obligations mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 de ce même code.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, l'acheteur, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 susvisés, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre à l'acheteur (article R8222-3 du Code du travail) et d'un délai maximal de deux mois pour apporter à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Passé le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure sans que le titulaire n'ait apporté une réponse à l'acheteur, une pénalité forfaitaire de 50 (CINQUANTE) euros TTC par jour calendaire de retard peut lui être appliquée jusqu'à ce qu'il formule une réponse.

Passé le délai de deux mois à compter de la mise en demeure sans que le titulaire n'ait apporté à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, une pénalité forfaitaire de 100 (CENT) euros TTC par jour calendaire de retard peut lui être appliquée qui se substituera, le cas échéant, à la pénalité appliquée pour absence de réponse à la mise en demeure. Passé ce même délai de deux mois, l'accord-cadre peut également être résilié sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

En cas de poursuite de l'accord-cadre, si la preuve de la fin de la situation délictuelle ne lui a pas été apportée dans un délai de six mois suivant la mise en demeure, l'acheteur est tenu solidairement avec son cocontractant au paiement des sommes mentionnées aux 1° à 3° de l'article L8222-2 du Code du travail dans les conditions fixées à l'article L8222-3.

9.1.5 Pénalité pour défaut de transmission du BEGES

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés à l'article 3.3 du présent CCP, une pénalité de 50€ est appliquée par jour de retard.

9.1.6 Pénalité pour tout autre manquement constaté à une obligation contractuelle

Pour tout autre manquement constaté, le cas échéant, à une obligation contractuelle autre que celles visées aux points 9.1.1 à 9.1.3, l'acheteur appliquera au titulaire une pénalité de 50 € (cinquante euros) TTC par manquement constaté, après avoir demandé audit titulaire d'expliquer les causes de non-respect par celui-ci d'un engagement contractuel et apprécié la recevabilité ou non des explications apportées par ledit titulaire.

10. Vérification et réception des prestations

Il sera fait application des dispositions des articles 26 à 28 du CCAG-PI.

11. Utilisation des résultats

Conformément à l'**option B** de l'article 25 du CCAG-PI intitulé « Cession des droits d'exploitation sur les résultats » - **le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats permettant au Conseil d'Etat de les exploiter librement.**

Dès lors, il cède, à titre exclusif, définitif et irrévocable au Conseil d'État le droit d'exploiter les résultats couverts par le savoir-faire ou les secrets des affaires.

Ainsi, toutes les clauses de cet article relatives à la cession exclusive des droits du titulaire sont applicables pour la réalisation du marché.

S'agissant de la durée de cession des droits, le domaine d'exploitation des droits cédés par le titulaire (droits de représentation et de reproduction) s'exerce pendant 70 ans et sur tout le territoire français.

Par **droits d'exploitation**, il faut entendre tout type d'utilisation, commerciale ou non, de l'œuvre par le Conseil d'État et ses partenaires, gratuite ou onéreuse, en France et/ou à l'étranger, notamment par télédiffusion sur toute chaîne de télévision française ou étrangère, par diffusion sur toute radio ou au cinéma ou sur toute autoroute de l'information, par Internet, Intranet, sur les réseaux sociaux et tout outil numérique de diffusion, par location ou mise à disposition de DVD.

Plus particulièrement, il s'agit :

- de la cession de l'œuvre et sa circulation en France ou à l'étranger, dans le cadre d'une exposition, et/ou d'une manifestation ayant un but culturel, informatif, technique ou pédagogique ;
- de la location dans le secteur technique, juridique, pédagogique et culturel ;
- de l'utilisation de tout ou partie de l'œuvre dans le cadre d'opérations publicitaires ou de promotions du Conseil d'État et de la juridiction administrative ;
- de l'utilisation de l'œuvre dans le cadre des activités du conseil d'État pour une communication au public ou une utilisation de l'œuvre par le public ;
- de l'utilisation de l'œuvre par les partenaires du Conseil d'État dans le cadre de diffusion ayant un but culturel, informatif, technique ou pédagogique ;
- de la mise à disposition de l'œuvre pour sa télédiffusion sur les chaînes hertziennes, numériques ou câblées françaises ou étrangères, publiques ou privées ; pour la projection publique de l'œuvre au cinéma et pour tout procédé actuel ou futur ;
- de l'exploitation de l'œuvre à partir de tous serveurs analogiques ou numériques, par vidéo à la demande ;
- de toute utilisation de l'œuvre dans le cadre de produits dans lesquels elle est intégrée : études, rapports, produits multimédia, produits d'édition.

L'article 25.2 a une vocation générale, il énonce que le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation de résultats.

L'article 25.3 du CCAG-PI énonce les garanties de droits pour chaque partie.

En vertu de l'article 25.3.1 du CCAG précité, le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Les articles 25.3.2 et suivants sont applicables.

Les interventions des divers sous-traitants du système d'information d'un responsable de traitement doivent présenter les garanties suffisantes en termes de sécurité et de confidentialité à l'égard des données auxquels ceux-ci peuvent, le cas échéant, avoir accès.

Les données qui peuvent être considérées « sensibles » au regard de la loi, par exemple des données de santé ou des données relatives à des moyens de paiement, doivent au surplus faire l'objet d'un chiffrement.

12. Confidentialité, discrétion, secret professionnel

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, il s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées par le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché, durant toute sa durée ainsi qu'après la réalisation du marché sans limitation de durée.

La confidentialité devra respecter strictement les contraintes posées par la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 pour tout ce qui concerne les données personnelles dont le Conseil d'État lui confierait le traitement ou l'hébergement.

Une clause de confidentialité doit être prévue dans les contrats de sous-traitance. Le futur titulaire, ainsi que ses sous-traitants éventuels devront s'engager à se conformer aux mesures de confidentialité.

Le titulaire est formellement tenu au secret professionnel. Il s'engage à garder secret tout document dont il aurait eu connaissance lors de sa mission.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Tous les collaborateurs du titulaire seront tenus conventionnellement au secret professionnel sur toutes les informations auxquelles ils auraient accès dans le cadre du présent marché. Dès lors, le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tout son personnel, et par ses sous-traitants.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire doit informer ses collaborateurs et ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché ; il doit en assurer le respect.

La discrétion requise est indispensable pour le bon déroulement des prestations à exécuter.

Toute personne travaillant sur les lieux doit avoir une attitude conforme aux règles de bienséance.

Ainsi, le titulaire doit respecter toutes les mesures nécessaires exigées par le Conseil d'État.

Dans le cadre des obligations prises par le Conseil d'État, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret professionnel.

Le personnel du titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou informations appartenant au Conseil d'État ou aux occupants du site, est tenu d'observer la plus stricte confidentialité de cette communication.

En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire s'expose, outre les poursuites pénales prévues par la législation en vigueur et des actions civiles en dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur ou l'occupant du site peut prétendre, à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché. Le titulaire doit s'assurer, en cas de sous-traitance, que les entreprises placées sous sa responsabilité respectent et se conforment ces mesures de confidentialité.

13. Modalités de paiement

13.1 Règlement des prestations

Chacune des prestations techniques du marché fera l'objet d'une demande de paiement, donnant lieu à un règlement partiel définitif des prestations exécutées, dont le montant correspond à la prestation technique réceptionnée après vérification et réception et/ou certification de service fait selon les modalités explicitées à l'article 10 du présent document.

Le prestataire devra impérativement établir une facture par prestation technique.

Les paiements sont effectués par virement et selon les règles de la comptabilité publique.

Dans le cas de facture(s) erronée(s), la personne publique retourne les documents au titulaire pour rectification.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts le cas échéant.

13.2 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures dématérialisées via l'outil <https://chorus-pro.gouv.fr> est rendue obligatoire pour toutes les entreprises.

Pour être valable, la facture dématérialisée, à envoyer via <https://chorus-pro.gouv.fr>, doit comporter toutes les mentions requises selon les règles comptables ainsi que les informations suivantes :

- le numéro CHORUS (EJ) indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS (EJ) du bon de commande le cas échéant ;
- le numéro d'identification du service exécutant (comptable ministériel): CGFHJ0075
- Siret : 11000201100044.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Toute la documentation est disponible sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/> avec notamment les liens suivants:

- La création de compte : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiche-pratique-creez-votre-compte-et-votre-entreprise-en-quelques-clics/>
- La saisie complète d'une facture : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiche-pratique-saisissez-votre-facture-sur-le-portail-chorus-pro/>
- Le dépôt d'un document au format PDF (par exemple), complété manuellement : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiche-pratique-deposez-votre-facture-sur-le-portail-chorus-pro/>

En cas de difficulté, les entreprises peuvent contacter le support utilisateurs « Chorus Pro » via deux possibilités :

1. Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »). En cas de difficultés, une mise en relation avec un conseiller en LiveChat (disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés) est proposée.

2. Saisir une sollicitation :

- a. En mode connecté sur le profil utilisateur après identification via login et mot de passe: saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises »)
- b. En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro.

Le paiement est effectué sur présentation de factures, adressée par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, selon les règles de la comptabilité publique.

Les factures afférentes au marché public sont établies, outre les mentions légales, avec les indications suivantes :

- les nom, adresse et références administratives du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ;
- le numéro du marché (Chorus) indiqué en première page de l'acte d'engagement ;
- le numéro du bon de commande (Chorus) ;
- la date de la facture ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et les coordonnées du service émetteur de la commande ;
- les prestations concernées ;
- le prix total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA le cas échéant ;
- le prix total toutes taxes comprises ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique en € HT et en € TTC ;
- en cas de sous-traitance, il doit être mentionné la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT.

13.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement des prestations du marché ne pourra excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

13.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai fixé par le marché donne lieu de plein droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 et suivants du code de la commande publique.

13.5 Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 de la commande publique.

14. Résiliation

Les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG-PI sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions exposées ci-dessous.

14.1 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 32 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation en cas de résiliation pour faute ;
- Postérieurement à la signature du marché, si les renseignements ou documents à produire par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts ; le marché pourra être résilié aux torts du titulaire ;
- Le marché pourra être notamment résilié en application de l'article 10 du CCP.

14.2 Réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

14.3 Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint

Lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement et si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, la personne publique se réserve, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-PI, la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché ;
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire ;
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

14.4 Autre cas d'arrêt de l'exécution des prestations

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut décider au terme de chacune des Prestations techniques du marché, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire de ne pas poursuivre l'exécution du marché. Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité.

14.5 Résiliation pour non-respect de la clause de sauvegarde

Le marché pourra être résilié en application de l'article 5.4 du présent CCP.

15. Assurances et autres pièces à produire

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché et au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète...), elles devront être transmises dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

16. Changements relatifs à la situation juridique du titulaire

16.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut de l'un des cotraitants, le mandataire du groupement doit adresser au Conseil d'Etat, dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de

réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Conseil d'État
Direction de la prospective et des finances
Bureau des marchés
Place du Palais Royal 75100 Paris Cedex 01

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par la personne publique.

16.2 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale de l'un des cotraitants, et avant tout transfert, le mandataire du groupement doit en avertir le Conseil d'Etat, via un courrier recommandé dans les plus brefs délais, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie ainsi que le futur titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales.

Pour ce faire, le titulaire doit, au regard des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le Conseil d'Etat est alors adressé au titulaire.

Dans le cas contraire, le Conseil d'Etat peut prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à aucune indemnité.

17. Différends et litiges

Il est convenu entre les parties que seules les pièces contractuelles détenues par l'administration feront foi en cas de litige ou d'interprétation portant sur le présent marché.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le Conseil d'Etat et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les litiges nés à l'occasion de l'exécution du présent marché entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire et qui ne peuvent être réglés à l'amiable relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04 Téléphone : 01.44.59.44.00 Télécopie : 01.44.59.46.46 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléprocédures :

Url : <https://www.telerecours.fr>

18. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCP par lequel sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 « Pièces contractuelles »	2 « Pièces constitutives »
5.2.3 « Protection des données à caractère personnel »	3.3 « Protection des données à caractère personnel »
10.2.2 « Evolution des prix en cas d'imprévision »	5.5.2 « Evolution des prix en cas d'imprévision »
14 « Pénalités »	9 « Pénalités »
3.5 « Cotraitance »	14.3 « Dispositions particulières relatives à la défaillance du mandataire d'un groupement conjoint »

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG/PI, tous les articles du présent CCP sont susceptibles de déroger aux articles du CCAG/PI.